

Sur l'histoire du KKE, le PC grec, fondé voilà cent ans

samedi 24 mars 2018, par [NTAVANELLOS \(DAVANELLOS\) Antonis](#) (Date de rédaction antérieure : 24 janvier 2018).

Une analyse de la déclaration du Comité central du KKE (Parti Communiste de Grèce) à l'occasion du 100^e anniversaire de la fondation de ce parti.

Sommaire

- [Fondation - Période de l'entre](#)
- [Résistance - Guerre civile](#)
- [Quel socialisme ?](#)

La Déclaration du CC (Comité Central) du KKE pour les 100 ans de sa fondation (le 17 novembre 1918, au Pirée) est un texte contrasté. D'une part, il repère des points critiques et des choix profondément erronés, qui ont joué un rôle très négatif dans le développement du mouvement ouvrier et du KKE (par exemple la 6^e session plénière de 1934 [1], l'analyse sur la Seconde Guerre mondiale, la stratégie du combat pendant la grande décennie (1940). Elle met ainsi « le doigt sur les plaies » que désignaient depuis de nombreuses années les forces minoritaires de l'extrême gauche et en particulier le courant trotskyste.

D'autre part, elle s'efforce consciemment de limiter autant que possible l'importance de la mise en relief présente de ces « problèmes d'orientation », de garder le contrôle sur toute pensée subversive, plus exactement d'une possible réorientation politique que pourrait ouvrir l'identification de ces questions stratégiques, d'imposer un réexamen de l'histoire du mouvement et du parti, mais sous la forme d'une « autocritique à vitesse d'escargot ». Ce qui trahit cette intention, c'est l'absence dans la déclaration de la mention d'un seul nom d'un membre dirigeant du Parti communiste grec (KKE), du PCUS (Parti communiste d'Union soviétique) ou du Komintern, dont la mention explicite aurait aidé à affiner la critique et l'autocritique.

Abordons quelques aspects sous un angle chronologique.

Fondation - Période de l'entre-deux-guerres

Le CC reconnaît comme « moment crucial » dans le processus de fondation du KKE « le changement du nom de SEKE (Parti Socialiste Ouvrier de Grèce) – auquel s'était ajouté en 1920 un K (SEKE/K, soit communiste) – en Parti Communiste de Grèce, KKE » (3^e Congrès extraordinaire, 26 novembre-3 décembre 1924) et son association avec la III^e Internationale.

Il reconnaît également que c'était à juste titre qu'à ce moment « le KKE a condamné la campagne de

l'armée grecque en Asie mineure, la stratégie bourgeoise de la Grande Idée [2], au service des aspirations impérialistes de la bourgeoisie grecque aux côtés des puissants Etats capitalistes de l'Entente, la Grande-Bretagne et la France ».

Le Comité Central indique par une phrase dense et significative que, « sous l'influence de la ligne stratégique du mouvement communiste international (par exemple, le 7^e Congrès de l'Internationale communiste, en 1935, tournant, après la période ultra-gauche, vers le « front populaire » et l'unité antifasciste) », le KKE a été conduit à « la stratégie élaborée en 1934 (6^e session plénière du CC) et 1935 (6^e Congrès) » dont le résultat fut de ne pas pouvoir, par la suite, « connecter en pratique la lutte héroïque pour la libération nationale avec la conquête du pouvoir ouvrier, de sorte qu'il n'a pas pu répondre aux conditions de la situation révolutionnaire qui a été créée pendant la libération ».

Tous ces trois constats sont parfaitement justes et parmi eux se distingue la très pertinente mise en relation du « virage » du Komintern lors du 7^e Congrès (les Fronts populaires) avec les décisions stratégiques de la 6^e session plénière (caractère bourgeois-républicain de la révolution en Grèce) et la défaite du mouvement de 1940.

Le KKE « réussit » à faire ces constats sans se référer au premier secrétaire général du CC, Pantélis Pouliopoulos [3], qui a été au départ de l'initiative du changement du nom de SEKE en KKE et de son association au Komintern, qui a fortement soutenu l'orientation anti-guerre pendant les guerres des Balkans et qui a surtout résisté obstinément à la ligne de la 6^e plénière (« Révolution bourgeoise-républicaine ou révolution socialiste en Grèce ? »).

Au lieu de cela, le CC insiste sur une référence positive à Nikos Zachariadis, l'initiateur des décisions de la 6^e plénière et partisan « inébranlable » du virage en question du Komintern (comme d'ailleurs de tous les « virages » de ce centre international...).

Rappelons quelques-unes des conséquences de cette orientation politique : la sous-estimation de la grande opportunité créée par la grève générale à Thessalonique (mai 1936). Les efforts visant à lutter contre la dictature de Metaxas (avril 1936-janvier 1941), au moyen de la coopération avec les démocrates libéraux (le pacte Sofoulis-Sklavainas, le premier représentant du Parti libéral, le second du Front populaire) ; la grave incapacité d'opposer une réponse organisée à la dictature de Metaxas et l'énorme réaction à la manœuvre de Maniadakis [4], ministre de police de la dictature, au point où les informateurs de la police étaient considérés comme des « communistes fiables » alors que des communistes résistants étaient pris pour des « suspects » et pour être des informateurs. C'est à l'honneur du CC actuel du KKE d'avoir en grande partie réhabilité ces combattants calomniés, qui ont fait de leur mieux pour sauvegarder l'autorité de la direction du KKE face à cette manipulation policière.

Résistance - Guerre civile

Comme mentionné ci-dessus, le CC dans sa déclaration repère avec justesse les raisons de la défaite des grands combats des années 1940 au niveau de la stratégie réformiste des « stades » qui séparait les tâches démocratiques des tâches socialistes, cela conformément à la stratégie du Komintern et à celle de la 6^e réunion plénière du CC à la fin des années 30. Ce texte démontre ainsi la « source » de l'enchaînement des erreurs stratégiques (accords du Liban et de Caserta [5]) qui ont conduit à la catastrophe.

Il évite bien sûr certains points « emblématiques ». Il n'y a aucune mention de la déclaration de Dimitris Glinos en septembre 1942 (« Qu'est-ce que le Front national de libération - EAM - et ce qu'il veut ? ») qui définissait la lutte comme visant simplement à la « libération nationale » et être

donc une lutte « de toute la nation », y compris de la bourgeoisie grecque. Il ne fait pas non plus référence au cadre le plus éminent du KKE, le premier commandant de l'armée populaire ELAS, Aris Vélouchiotis, qui a refusé de se soumettre au traité de Varkiza, pas un mot à ce sujet ! [voir note 6].

Mais, principalement, le CC « réussit » à ne pas mentionner les accords [6] de la Conférence de Yalta (4-11 février 1945). Et cela dans un texte où s'exprime une conscience claire de l'impact international de la direction stalinienne de l'URSS même pour ce qui a trait aux choix détaillés de la ligne des partis communistes. Le « centre international » bénéficie encore aujourd'hui d'une immunité face à toute critique pour son rôle dans la plus grande catastrophe politique subie par le mouvement communiste dans l'Europe d'après-guerre.

La référence de la déclaration du CC à la guerre civile est l'un des points les plus faibles du texte : « L'Armée Démocratique de Grèce - ADG - a sauvé l'honneur du peuple et du KKE ». La défaite lourde et le repli sur l'illégalité la plus implacable peuvent sembler « honorables » dans des narrations romantiques, mais les deux ne peuvent pas être présentés comme une sorte de « salut » pour les communistes.

Tout aussi faible est la partie du texte qui se réfère aux années 1960. Le CC interprète la période de l'action conduite au moyen de la Gauche Démocratique Unifiée (EDA - créée en 1951 [7]) comme un écart « social-démocrate » résultant des entrailles du parti (comment vraiment cela est-il arrivé ?), éventuellement renforcé par le processus de « déstalinisation » du PCUS. On efface ainsi d'un seul trait l'explosion des radicalités du mouvement ouvrier et de la jeunesse (les élections de 1958, les luttes estudiantines, les événements de juillet 1965 : le « mai 1968 » de Grèce) qui ont jeté les bases pour la reconstruction du mouvement après la défaite de la guerre civile.

Cette analyse conduit le CC à ne pas dire un seul mot sur l'imposition de la dictature de 1967 et les responsabilités de la direction qui a été surprise et « arrêtée en pyjamas ». En ce qui concerne la description de la lutte contre la dictature, alors que sont toujours vivantes parmi nous les personnes qui y ont joué un rôle fondamental, on ne peut guère être convaincu par une description affirmant que « le Parti Communiste de Grèce - KKE - était le seul parti ... dans la lutte contre la dictature en tant que révolte populaire (!), sans exclure la nécessité d'une confrontation armée (!!) » et que les « forces de la Jeunesse Communiste - KNE - avaient une contribution capitale dans les occupations de la Faculté de Droit et à l'insurrection de l'Ecole Polytechnique » (en novembre 1973). Ce n'est pas dans les intentions de notre texte de mettre en évidence la distance de ces positions par rapport à la réalité.

Ce n'est pas notre intention non plus d'ouvrir ici les questions de la politique du Parti communiste dans la période des grandes luttes de la période - « metapolitefsi », changement de régime - qui a succédé à la dictature : attitude passive face au gouvernement de Konstantinos Karamanlis (Premier ministre de juillet 1975 à mars 1980), reconnaissance d'un premier rôle attribué au PASOK (fondé en 1974) pour le renversement de la droite, etc.

Un « grand carrefour » se présente pour les développements du mouvement « communiste » international et grec en 1989.

Quel socialisme ?

Le CC du KKE insiste sur le scénario du « renversement » du socialisme en URSS à la fin des années 80, plusieurs années après « le virage opportuniste du PCUS lors de son 20^e Congrès (1956) ». Ce scénario laisse sans explications au moins deux questions essentielles : 1° tout le personnel politique qui organisé en URSS les « renversements » en question est issu des entrailles de l'ancien régime ;

2° il n'y a eu la moindre force au sein de l'ancien régime ayant exprimé l'intention d'une résistance à ces « renversements », ou qui a tenté de défendre ce que le KKE considère toujours le « socialisme ». Continuer à défendre le stalinisme conduit à une incapacité totale à interpréter son effondrement en termes marxistes.

Sur la question critique de ce que nous entendons être le socialisme, le KKE a fait au niveau théorique un virage pertinent dans la direction d'un pouvoir ouvrier et d'une république des travailleurs : « le noyau du pouvoir ouvrier est l'assemblée des travailleurs... en élisant leurs représentants du bas vers le haut, avec le droit contrôle et de révocation ». Mais, quelqu'un pourrait-il aujourd'hui sérieusement prétendre que de telles conquêtes existaient en URSS et dans les « Républiques Populaires » ?

En arrivant au temps actuel, le CC du KKE considère avec justesse que l'éventualité d'une guerre [avec les éléments de tensions multiples entre Grèce et Turquie, entre différentes puissances - y compris Israël, pour le contrôle des zones gazières et pétrolières, etc.] peut conduire à des conditions de « crise révolutionnaire ». Mais cette position juste se transforme en erreur si l'on prétend que la guerre est le seul facteur pouvant mener à une « situation révolutionnaire ». C'est impressionnant qu'il n'y ait aucune mention de la crise internationale du capitalisme après 2008, la plus grande crise du système après 1929, dans les positions du CC du KKE. Il n'y a même pas le mot « mémorandum ». Il n'y a aucune appréciation de la dynamique que la résistance à la guerre sociale, que le capitalisme a déclenchée à travers le néolibéralisme et la politique persistante d'austérité [8].

Le CC du KKE conclut à un appel aux « militants actuels ». Il leur demande de faire preuve de « résilience dans des conditions de recul de mouvement », faire preuve de « ténacité et de persévérance (!) en dépit de l'absence de résultats visibles ». Dans une large mesure, l'appel est juste, reflétant l'instinct et l'expérience organisationnelle du KKE. Cependant les tâches politiques de toute direction - particulièrement de celle qui réunit des forces militantes significatives, comme celles du KKE - consistent à trouver la tactique politique qui permet l'obtention de « résultats visibles » dans les conditions actuelles spécifiques, certes configurées indépendamment de nos « désirs ». Dans le cas contraire, une nouvelle défaite, un nouveau recul significatif, deviendrait de plus en plus probable.

Antonis Ntavanellos

P.-S.

* Publié dans le bimensuel de DEA, *Ergatiki Aristera*, le 24 janvier 2018. Publié en français par A l'encontre le 24 mars 2018 :

<http://alencontre.org/debats/grece-debats-a-propos-de-la-declaration-du-comite-central-du-kke-a-l'occasion-du-100e-anniversaire-de-sa-fondation.html>

Notes

[1] Cette session du Comité central du KKE de 1934 marque la pleine victoire de l'orientation stalinienne. Pour la première fois, le capitalisme grec est caractérisé comme semi-féodal, et les tâches qui en découlent se concentrent sur la démocratie, la croissance, l'indépendance nationale. Est mise à l'ordre du jour une orientation de « révolution démocratique » clairement

séparée d'une dynamique de dépassement dans une perspective socialiste, avec une dimension régionale, pour le moins. La direction qui s'impose, avec l'appui et les « conseils » du Komintern (III^e Internationale stalinienne), est celle de Nikos Zahariadis. Elle affirme son pouvoir au détriment des divers groupes fondateurs du parti représentés entre autres par Pantelis Pouliopoulos (1900-1943, premier secrétaire du KKE), Serafim Maximos (1898-1962), Yannis Kordatos (1891-1961, qui a assuré en 1927 la 4^e traduction en grec avec une préface du Manifeste communiste, écarté du KKE peu de temps avant). Ces noms et d'autres traduisent et expriment le processus d'affrontement de classe qui s'était développé au cours des deux décennies précédentes. (Réd. A l'Encontre)

[2] La « Grande Idée » renvoie à l'ensemble des idées du nationalisme grec envisageant la Grèce comme l'héritage de l'Antiquité et de l'Empire byzantin, ce qui a conduit à des guerres sanglantes de 1912 à 1922. (Réd. A l'Encontre).

[3] Pantélis Pouliopoulos a initié sa vie politique comme un militant contre la guerre sur le front de l'Asie mineure. Il a rédigé des tracts anti-guerre d'une grande qualité. Avec d'autres camarades il a édité le journal illégal Gardien rouge dans les rangs mêmes de l'armée grecque. Arrêté, il était en danger d'être condamné à mort. L'effondrement de l'armée grecque l'a sauvé. De retour à Athènes, il a été très actif pour la réorientation du KKE contre l'influence sociale-démocrate. Il était un des principaux dirigeants politiques du mouvement de masse des « anciens soldats ». Ce mouvement réclamait la terre pour les soldats d'origine paysanne et la justice pour les morts et les blessés. Il a été premier secrétaire du Comité central du KKE. Il a traduit *Le Capital* et d'autres ouvrages marxistes tels que *l'Anti-Dühring*, *La critique de l'économie politique* et des œuvres de Trotsky. Il a soutenu l'opposition de gauche contre Staline et s'est rallié au trotskysme. Contre la ligne du réformisme stalinien, il a rédigé l'ouvrage Révolution socialiste ou démocratique en Grèce. Ce texte reste, y compris aujourd'hui, l'analyse de classe la plus claire du capitalisme grec. Il souligne la possibilité d'un mouvement révolutionnaire fondé sur l'alliance des travailleurs avec les paysans pauvres qui ont subi les coups les plus durs et les pertes les plus graves provoqués par une guerre qui a duré dix ans. Il y a là la base sociale de la « résistance » très radicale en Grèce.

Pouliopoulos a été arrêté par la dictature de Metaxas, en 1939. En 1940 il sera emprisonné dans la forteresse d'Acronauplia, secteur médiéval de la ville Nauplie dans le Péloponnèse. Malgré une santé très fragile, il participa et anima un débat politique parmi les prisonniers. En 1943, en représailles d'une action de la résistance, les nazis et les fascistes italiens ont organisé l'exécution de très nombreux militants prisonniers politiques. Pouliopoulos, conjointement à d'autres militants trotskystes, a été parmi les « otages exécutés ». Des témoins ont rappelé qu'il s'est adressé en italien aux soldats formant le peloton d'exécution afin qu'ils refusent d'exécuter leurs frères de classe. Des soldats se dressant face aux officiers, ces derniers ont dû exécuter Pouliopoulos et ses camarades. (Note d'A l'Encontre sur la base de données fournies par A.N.)

[4] Comme l'indique Haris Vlavianos dans son ouvrage *Greece, 1941-49 : From Resistance to Civil War : The Strategy of the Greek Communist Party* (1992), Maniadakis a réussi à diviser le parti et a formé son propre comité central du KKE, un KKE contrôlé par la police, et publiant chacun son propre journal portant le même nom, *Rizospastis* (p. 16). L'opération aboutit à ce qu'une majorité de membres aient considéré le Comité central contrôlé par Maniadakis comme le « véritable CC » et l'autre comme représentant une organisation de traîtres. (Réd. A l'Encontre)

[5] Le 18 octobre 1944, Papandréou arrive à Athènes en tant que premier ministre, conformément à l'accord du Liban et de Caserte. Le 12 octobre, les Allemands avaient évacué Athènes. (Réd. A l'Encontre).], gouvernement d'unité nationale en 1944 sous Georges

Papandreou, le traité de Varkiza [[Le traité de Varkiza, en février 1945, est l'accord qui conduit à la grande défaite du mouvement de la résistance. Le KKE a accepté de donner à l'armée nationale les armes de l'armée populaire (ELAS). Il a promis la discipline au gouvernement national. Après Varkiza, la terreur blanche a commencé, ce qui va rendre la guerre civile inévitable dans des conditions très défavorables. Aris Velouchiotis, le chef militaire de l'ELAS, a refusé le traité de Varkiza. Il a été exclu du KKE. Il a été laissé seul pour faire face aux forces contre-révolutionnaires. Il s'est suicidé. Sa tête a été exposée sur la place de la ville de Trikala, comme un symbole de la défaite complète du mouvement. (A.N. et réd. A l'Encontre)

[6] Dans son ouvrage, *Les Communistes grecs et l'Union soviétique*, Nikos Papadatos (L'Harmattan, 2016) écrit, dans son style : « La prise du pouvoir politique par le KKE ne dépendait pas de la seule bienveillance soviétique. Certes, la diplomatie stalinienne freinait les potentialités révolutionnaires en Grèce, mais les communistes grecs n'ont pas développé une politique qui aurait pu revendiquer le pouvoir. De plus, Staline l'avait dit clairement : l'Union soviétique, en reconnaissant l'importance particulière de la Grèce pour la sécurité britannique décida de s'abstenir officiellement du sort de ce pays en revendiquant ouvertement l'abstention consécutive des Anglo-Saxons dans les affaires de la Pologne. » (p. 26) En fin 1944, Dimitrov incitait le KKE « à montrer une souplesse et une aptitude de manœuvre exceptionnelle afin de réserver autant que possible leurs forces et attendre un moment plus favorable pour la réalisation de leur programme démocratique » (voir Christophe Chiclet, *Les communistes grecs dans la guerre*, L'Harmattan, 1987, p. 116). Le traité de Varkiza, la politique de Staline et les accords de Yalta sont étroitement liés entre eux. (Réd. A l'Encontre)

[7] La Gauche Démocratique Unifiée (EDA) est le parti politique légal des années 1950 jusqu'en 1967, formation dans laquelle étaient rassemblés les membres du KKE illégal. Les eurocommunistes ont pris graduellement la direction de l'EDA, croyant aux possibilités de résister à la ligne venant de Moscou. Actuellement, la direction du KKE attaque l'EDA et l'orientation de sa direction – sous certains aspects à juste titre. Mais elle met en question aussi la radicalité de l'époque et surtout le caractère massif et unitaire du mouvement social et politique des années 1960. (Note faite par A l'Encontre sur la base d'indications d'A.N.)

[8] voir sur la Macédoine la position prise par DEA et le Réseau rouge, ESSF (article 3172), [Declaration passed by the Joint Action Committee \(JAC\) concerning the situation in Baluchistan.](#)